ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 23 janvier 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement des agents définitifs, temporaires et contractuels dans les administrations et les services des ministères", a donné le 13 février 1974, l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e januari 1974 door de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving van personeelsleden in vast, tijdelijk en contractueel verband in de besturen en diensten der ministeries", heeft de 13e februari 1974 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Selon un usage constant, lorsqu'un Gouvernement présente sa démission et que le Roi exprime l'intention d'accepter cette démission, le Roi demande au Gouvernement d'assurer la gestion des affaires courantes. La limitation de la compétence du Gouvernement démissionnaire à la gestion des affaires courantes -qui ne sont, d'ailleurs, définies par aucun texte- est une règle de nature politique. Une controverse persiste sur le point de savoir si elle constitue également une règle de nature juridique, dont le juge devrait censurer la méconnaissance (1). Le Conseil d'Etat, section d'administration, est actuellement saisi de plusieurs recours en annulation qui soulèvent cette question.

Il va de soi, que cette observation ne préjudicie pas le point de savoir si l'arrêté en projet peut être considéré ou non comme entrant dans le domaine des affaires courantes.

.../...

---

(1) C.E., 15 mars 1963, Ligny, n° 9932, Rec. p. 238. Comparer avec C.E., 10 mai 1968, Jassogne, n° 12.951, Rec. p. 362, R.J.D.A. 1969, pp. 88-90, et observations P. MAROY; C.E., 5 juin 1969, Debouverie, n° 13.608, Rec. p. 596.

Voir également H. COREMANS, "Het Regeringsontslag en zijn staatsrechtelijke en administratiefrechtelijke gevolgen", Rechts. Weekblad, 1967-1968, col. 2194 et s.

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Objet et fondement légal du projet.

Le projet concerne le recrutement, dans les administrations et les autres services des ministères, de toutes les catégories d'agents : agents destinés à être nommés à titre définitif en qualité d'agent de l'Etat, agents nommés à titre temporaire en vertu d'un statut de droit public tel que celui qui est établi par l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 ou l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, agents engagés par contrat.

Le Roi puise dans les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution le pouvoir de prendre une partie des dispositions du projet. Par l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, le législateur est intervenu pour régler, sur certains points, la matière du recrutement, notamment dans les administrations et les autres services des ministères. Le projet a pour objet de prendre, pour ces administrations et services, les mesures prévues par ledit article 51 et de fixer les modalités de mesures déjà contenues dans cet article. L'article 51, § 6, habilite le Roi à cette fin.

De manière plus précise, le projet tend :

.../...

I. à subordonner toutes les décisions de recrutement à des autorisations préalables, pour lesquelles il établit des règles de compétence et de procédure (article 51, § 4, de la loi et chapitre Ier du projet);

II. à élargir, sous réserve de certaines dérogations, l'intervention du Secrétaire permanent au recrutement dans toutes les opérations de recrutement (loi, article 51, § 3, et chapitre II du projet);

III. à déterminer pour certains recrutements des modes de constatation ainsi que la mise en oeuvre de la nullité de plein droit dont l'article 51 de la loi frappe "tout recrutement effectué en méconnaissance de cet article ou des arrêtés pris en exécution de cet article" (loi, article 51, § 5, et chapitre III du projet).

B. La portée de l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973.

La portée du projet ne peut être définie que par référence à celle dudit article 51.

I. L'article 51, § 2, porte que : "Nonobstant toute autre disposition, les recrutements sont effectués exclusivement selon les règles prévues dans les statuts du personnel".

.../...

L'objet de la disposition est précisé par les travaux préparatoires. Commentant l'article 51, § 2, l'exposé des motifs observe : "Il ne pourra donc plus être prétendu que les règles statutaires concernant le recrutement n'excluent pas d'autres modes de recrutement, simplement parce que ceux-ci n'étaient pas défendus" (Doc. parl., sess. 1973-1974, n° 694/1, page 34). Le rapport fait par M. DAMSEAUX au nom de la Commission du budget de la Chambre s'exprime dans le même sens en termes encore plus rigoureux : "Il est en premier lieu formellement établi qu'il ne peut être recruté que selon les règles contenues dans les statuts du personnel; de la sorte, on ne pourra plus prétendre que les règles statutaires de recrutement n'excluent pas d'autres modes de recrutement uniquement parce que ceux-ci ne sont pas interdits" (n° 694/8, pp. 51-52).

On constate ainsi que la disposition a notamment pour but de mettre fin à la pratique qui a consisté à recruter par contrat à des fonctions pour les titulaires desquelles un statut de droit public était cependant prévu.

Pour la gestion de leurs services, les personnes de droit public peuvent sans doute -du moins dans certaines limites- recourir aux procédés du droit privé.

.../...

Déjà autrefois, la jurisprudence, tant celle des Cours et tribunaux que celle du Conseil d'Etat, admettait que les personnes de droit public peuvent recruter des agents par la voie de contrats de louage de services, notamment de contrats de travail et, même en certains cas, de contrats d'emploi (2). Aux termes de son article 1er, alinéa 3, la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, modifiée par la loi du 10 décembre 1962 "s'applique aux ouvriers occupés par l'Etat, les provinces, les communes, les établissements publics qui en dépendent et les organismes d'intérêt public, qui ne sont pas régis par une situation statutaire". De même, l'article 35, § 1er, des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi, modifiées par les lois des 10 décembre 1962 et 21 novembre 1969, dispose que ces lois s'appliquent "aux employés occupés par l'Etat, les provinces, les communes, les établissements publics qui en dépendent, les organimes d'intérêt public, qui ne sont pas régis par un statut". La loi permet donc que l'Etat choisisse le procédé du contrat de louage de travail pour recruter des agents. Mais le Roi, qui a compétence pour organiser les administrations de l'Etat et déterminer la situation juridique de leurs agents, peut placer ceux-ci sous le régime du statut de droit public. Le même pouvoir a, en quelques cas, été attribué, pour certains services, à d'autres autorités administratives, telles que les Ministres.

.../...

---

(2) Voir, par exemple, Cass. 7 octobre 1943, Pas.1943, I, p. 382; R.J.D.A. 1946, p. 89 avec observations L. MOUREAU; 4 décembre 1959, Pas. 1960, I, 402; 29 avril 1960, Pas 1960, I, p.1000 ; J.T. 1960, p. 718.

C.E., 27 juin 1958, Debra n° 6419, Rec. p. 573; 16 octobre 1959, Confédération nationale de la construction, n° 7298, Rec., p. 613 ; 8 janvier 1960, Debra, n° 7526, Rec.,p.14.

Une fois que l'autorité compétente a établi un statut de droit public pour une catégorie d'agents, il en résulte qu'il n'est plus permis de recruter par contrat des agents destinés à faire partie de cette catégorie (3). En ce qui concerne les administrations de l'Etat, le Roi a fixé un statut non seulement pour les agents définitifs, mais aussi pour les agents temporaires (arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ; arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires; arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire). Dans une étude publiée en 1958, les professeurs A. BUTTGENBACH et J. DEMBOUR observent "qu'actuellement, non seulement les agents définitifs, mais les agents temporaires et les ouvriers temporaires de l'Etat ont été placés sous statut et que tant que les textes en vigueur n'auront pas été modifiés, l'administration ne pourrait recourir à des engagements contractuels, en vertu de l'adage patere legem quam ipse fecisti"(4). Le Conseil d'Etat a approuvé cette doctrine et déclaré qu'"il résulte... de l'existence même des différents statuts relatifs aux

.../...

---

(3) En revanche, l'établissement d'un statut pour le personnel définitif n'a pas pour effet d'interdire le recrutement par contrat d'agents temporaires (arrêt de la Cour de cassation du 4 décembre 1959, cité plus haut; arrêt du Conseil d'Etat du 8 janvier 1960 cité plus haut ; avis du Conseil d'Etat préalable à l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, Moniteur belge du 15 mars 1961; Pasinomie 1961, p. 150.

(4) "La nature du lien juridique unissant les administrations publiques à leurs agents", R.J.D.A. 1958, p. 8.

agents de l'Etat" que l'engagement de ceux-ci par voie contractuelle est exclu (5). La Cour des comptes s'est également prononcée dans le même sens (6).

Dans la pratique, on a très fréquemment recouru à des contrats de louage de travail pour recruter des agents et ouvriers temporaires dans les administrations de l'Etat. Mais comme l'indiquent les extraits des travaux préparatoires de la loi du 28 décembre 1973 cités plus haut, l'article 51, § 2, a pour objet de consacrer par une disposition légale l'interprétation des textes établissant des statuts de droit public pour des catégories déterminées d'agents selon laquelle ces textes excluent le recrutement par contrat d'agents appartenant aux mêmes catégories.

II. L'article 51, § 5, alinéa 1er, dispose que "Tout recrutement effectué en méconnaissance de cet article ou des arrêtés pris en exécution de cet article est nul de plein droit".

a) La disposition a pour premier effet de faire dépendre la validité juridique des décisions de recrutement du respect de toutes les règles visées par l'article 51, y compris les règles de contrôle administratif et budgétaire. Elle déroge ainsi au système établi

.../...

---

(5) Avis L.9041/1, du 9 octobre 1964 préalable à l'arrêté royal du 3 février 1965 portant organisation de la Loterie nationale.

(6) Voir, par exemple, le 120e Cahier d'observations, Doc. parl. Ch., 1963-1964, fasc. I, p. 65.

en la matière. En effet, d'une manière générale, les dernières règles indiquées ont une portée toute différente de celle des règles de fond du droit administratif : elles ont un caractère de simples règles d'ordre intérieur. Par exemple, les particuliers ne peuvent pas, à l'appui d'un recours en annulation, invoquer l'omission ou l'accomplissement irrégulier d'une formalité prescrite par de telles règles (7).

b) La disposition frappe expressément d'une nullité de plein droit toute décision de recrutement d'un agent prise en méconnaissance de l'article 51 ou des arrêtés pris pour l'exécution de cet article, tel que l'arrêté en projet.

La disposition institue ainsi une sanction ayant un caractère tout à fait exceptionnel. D'une manière très générale, les actes administratifs irréguliers ne sont pas nuls de plein droit. Ils ont un caractère exécutoire aussi longtemps que l'autorité compétente n'a pas constaté le vice qui les entache. Il appartient aux diverses juridictions, judiciaires et administratives, de faire cette constatation en vue de refuser d'appliquer l'acte ; il appartient au Conseil d'Etat de faire cette constatation en vue d'annuler l'acte. Dans les limites où l'autorité d'administration active a le pouvoir de retirer l'acte,

.../...

---

(7) C.E. 8 mai 1951, Holemans, n° 869, R.J.D.A. 1951, p. 241; 16 juillet 1951, Vindevogel, n° 1016, Rec., p. 347.

elle peut également faire la même constatation. Il est extrêmement rare que des dispositions dérogent à ce système et établissent une nullité de plein droit. On ne peut guère donner comme exemple que l'article 90, alinéa 1er de la loi provinciale.

La règle exorbitante du droit commun énoncée à l'article 51, § 5, a pour conséquence qu'il appartient notamment à l'autorité d'administration active de constater la nullité d'une décision de recrutement irrégulière et qu'elle peut le faire même s'il s'agit d'un contrat.

S'il s'agit de nominations faites en application d'un statut de droit public, leur nullité de plein droit pourra être constatée non seulement par l'autorité d'administration active, mais aussi par le Conseil d'Etat saisi d'un recours par un tiers. Il appartiendra au Conseil d'Etat de déterminer si et dans quelle mesure la disposition exceptionnelle énoncée à l'article 51, § 5, a pour effet de soumettre à des règles spéciales le recours en annulation formé contre une décision tombant sous la sanction instituée par cette disposition.

Il surviendra des cas où l'autorité d'administration active invoquera que la décision de recrutement est nulle de plein droit, alors que la personne recrutée contestera cette nullité.

S'il s'agit d'une nomination faite en application d'un statut de droit public, l'intéressé dispose, en vertu de l'article 14 des lois coordonnées le 12 janvier 1973, d'un recours auprès du Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de la décision par laquelle l'autorité d'administration active s'est prévalue de la nullité de cette nomination.

Dans le cas où il s'agit d'un recrutement par contrat, il appartiendra aux Cours et tribunaux de dire si l'intéressé ne dispose pas en vertu des articles 92 et 93 de la Constitution, d'un recours judiciaire pour faire déclarer que le contrat n'est pas nul et qu'il a fait naître des droits subjectifs au profit de chacune des parties.

c) Par l'article 51, § 5, alinéa 2, le législateur a, pour des motifs d'ordre social, apporté des tempéraments à la sanction de la nullité de plein droit qu'il instituait. Bien que nulle, la décision de recrutement produira les effets que la disposition énumère.

L'alinéa 2, seconde phrase, implique que certains effets du licenciement ne seront pas immédiats: l'autorité administrative doit, en effet, donner congé en respectant "les délais de préavis, légaux ou réglementaires".

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE ET CHAMP D'APPLICATION DE L'ARRETE.

Pour définir le champ d'application de l'arrêté en projet, il convient de reprendre exactement la formule employée à l'article 51, § 1er, 1° dont le projet assure l'exécution, c'est-à-dire l'expression : "administrations et autres services des ministères".

Selon le rapport fait par M. LAGAE au nom de la Commission des Finances du Sénat (Doc. parl. Sénat, sess. 1973-1974, n° 97, p. 47), par "autres services des ministères", il faut entendre des services qui relèvent directement du Ministre, mais qui, tout en n'ayant pas une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat, sont soumis à un régime particulier, lequel les distingue des administrations placées sous l'autorité du même Ministre. Le rapport donne comme exemple, le "Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat" organisé par la loi du 22 avril 1958. Parmi les institutions nouvelles créées par la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, sont donc à considérer comme des services d'un ministère distincts des administrations de celui-ci et visés par le projet : 1) le "Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat"; 2) le "Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux".

.../...

PREAMBULE.

En tête du préambule, il convient de viser les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution puisque ces dispositions confèrent au Roi le pouvoir de prendre une partie des articles du projet.

Par ailleurs, il convient de viser également la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, à laquelle renvoie l'article 8 du projet.

"CHAPITRE Ier. - DU PLAN ET DES AUTORISATIONS DE RECRUTEMENT".

a) Le chapitre Ier a pour objet de subordonner à une autorisation préalable tout recrutement, à quelque titre que ce soit, dans les administrations et les autres services des ministères. Le chapitre gagnerait en clarté, s'il commençait par un article comprenant une disposition énonçant cette règle fondamentale sous sa forme générale. Dans cet article ler, on pourrait, en outre, insérer, sous forme d'un alinéa 2, la disposition contenue à l'article 8 du projet, qui énonce la seule exception apportée à la règle générale.

b) En ce qui concerne les nominations à titre temporaire prévues par le plan de recrutement, l'arrêté en projet ne fixe aucun maximum de durée : l'article ler, alinéa 3, se borne à disposer que le plan "détermine la durée pour laquelle les nominations à titre temporaire peu-

.../...

vent être effectuées". En revanche, pour les recrutements d'agents temporaires faits en vue de pourvoir à des remplacements ou en cas d'impossibilité de recruter immédiatement des agents à titre définitif, l'arrêté en projet porte que les nominations ne peuvent être faites ou que les contrats ne peuvent être conclus que pour une durée de deux ans au maximum (article 3, alinéa 2, et article 6 du projet). Après un réexamen de la question, le délégué du Ministre a fait savoir au Conseil d'Etat que cette différence de régimes pouvait être supprimée, et qu'il était préférable de fixer un maximum de durée dans tous les cas. Le Conseil d'Etat propose, dès lors, de substituer aux trois dispositions citées un article nouveau ayant une portée générale (article 9 du texte proposé).

Article 2.

Selon les explications données par le délégué du Ministre, les cas urgents visés comprennent à la fois le cas où le plan de recrutement n'aurait pas encore été approuvé pour l'année budgétaire dont il s'agit et où il serait nécessaire de faire certains recrutements à bref délai, et le cas où, en plus des recrutements nouveaux prévus par un plan de recrutement, il se révèle nécessaire de faire sans délai d'autres recrutements.

Article 3.

a) Etant donné que le plus souvent le recrutement ne pourvoit qu'indirectement au remplacement de l'agent qui cesse ses fonctions, il serait préférable d'employer l'expression "les recrutements ayant pour but de pourvoir, di-

.../...

rectement ou indirectement, au remplacement des agents".

Il conviendrait aussi de définir avec plus de précision les agents dont le remplacement peut être autorisé par l'inspecteur des finances.

b) L'"inspection des finances" ne constitue pas une autorité collégiale. Il y a lieu, dès lors, de faire mention de l'"inspecteur des finances".

Cette remarque de terminologie vaut également pour les articles 4, 13 et 14 du projet.

c) L'article 3, alinéa 2, du projet porte que "Les agents chargés de fonctions permanentes sont remplacés par des agents définitifs; les agents chargés de fonctions limitées dans le temps sont remplacés par des agents temporaires ...". Cette disposition est de nature à soulever des difficultés d'application, d'autant plus qu'il est nécessaire de distinguer, comme l'observation en a été faite, le remplacement direct et le remplacement indirect; souvent, le départ d'un agent entraîne une cascade de nominations nouvelles. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il y a lieu de maintenir la disposition dont il s'agit. Le Conseil d'Etat n'a pas estimé pouvoir la reprendre dans le texte nouveau qu'il propose.

.../...

Article 4.

L'article dispose comme suit :

"Article 4.-

Le personnel d'appoint pour lequel aucun statut n'est prévu peut être engagé à titre contractuel moyennant autorisation de l'inspection des finances".

En employant l'expression "personnel d'appoint", l'article introduit une notion nouvelle qu'il ne définit pas. En outre, l'article s'écarte du classement établi par les arrêtés actuellement en vigueur, lesquels distinguent parmi les agents des administrations de l'Etat :

1) les agents de l'Etat, qui sont les agents définitifs;
2) les agents temporaires;
3) les ouvriers temporaires;
4) les "auxiliaires".

Le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 2 octobre 1937 s'exprime comme suit au sujet des auxiliaires :

"A côté des travaux momentanés et extraordinaires, il en est d'autres dont l'accomplissement ne confère pas à ceux qui les effectuent la qualité d'agents de l'Etat; leur service est soit incomplet, soit nettement accessoire et nullement administratif. La situation juridique de ces agents généralement désignés sous le nom d'"auxiliaires", n'est pas déterminée par le présent statut. Le gouvernement aura l'honneur de proposer à Votre Majesté de la régler par un arrêté ultérieur".

.../...

En excluant expressément les auxiliaires de leur champ d'application, l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires (article 1er, b) et l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire (article 1er, alinéa 2) consacrent cette notion d'"auxiliaires".

Le délégué du Ministre a fait valoir que la notion de membre du "personnel d'appoint" ne coïncide pas complètement avec celle d'"auxiliaire".

Le Conseil d'Etat propose d'employer la formule, de caractère plus général : "... le recrutement à des fonctions dont les titulaires ne sont régis par aucun statut peut se faire par contrat". Une telle formule traduit les intentions du Gouvernement sans présenter les inconvénients indiqués.

Pour que le recrutement par contrat soit exclu, il ne faut pas qu'un arrêté ait été pris pour fixer un statut; il suffit qu'une disposition prescrive l'établissement d'un statut de droit public (8). (Voir par exemple, l'article 13, § 5, 2°, de la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, modifiée par la loi du 11 juillet 1973).

.../...

(8) C.E., 13 novembre 1957, Feron, n° 5867, Rec. p. 608; 6 octobre 1961, Carpentier, n° 8823, Rec. p. 780; 18 octobre 1966, Lemmens et Rongé, n° 12.032, Rec., p. 828.

"CHAPITRE II.- DES MODALITES DE RECRUTEMENT".

Pour respecter l'ordre chronologique des opérations, il convient d'intervertir les dispositions contenues respectivement à l'article 9 et à l'article 10 du projet, puisque la première concerne l'intervention du Secrétaire permanent au recrutement dans les nominations et engagements par contrat et que la seconde concerne l'intervention de ce haut fonctionnaire dans la procédure de l'introduction des candidatures.

Article 9.

L'article dispose :

"Article 9.-

Les recrutements et engagements dans les administrations et services des ministères sont effectuées exclusivement à l'intervention du Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat".

Il est nécessaire d'employer une formule qui définisse, avec plus de précision que ne le fait le projet, la nature de l'intervention du Secrétaire permanent au recrutement. A cet effet, le Conseil d'Etat propose ci-dessous un texte qui s'inspire de l'article 12 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 qui déterminait le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent au recrutement.

.../...

Article 11.

Aux termes de cet article, le chapitre II "n'est pas applicable" notamment "au personnel engagé en vertu de l'article 4".

Compte tenu de la modification proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 4 du projet, il est nécessaire d'employer à l'article 11, 2°, une formule qui corresponde au caractère très limité qu'a, dans l'esprit du Gouvernement, la dérogation apportée par cette disposition à la règle générale de l'intervention du Secrétaire permanent au recrutement.

Pour respecter la concordance avec les arrêtés qui fixent les statuts des diverses catégories d'agents des administrations de l'Etat, il est nécessaire de recourir à la notion d'"auxiliaire". Par ailleurs, comme jusqu'ici il n'a pas été pris d'arrêté pour fixer le statut des auxiliaires et déterminer leurs grades, le seul procédé qui puisse assurer la sécurité juridique consiste à habiliter le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions à désigner les fonctions d'auxiliaire auxquelles l'administration pourra recruter, sans qu'il y ait lieu à l'intervention du Secrétaire permanent au recrutement organisée par les articles 9 et 10 du projet.

.../...

"CHAPITRE III.- DE LA NULLITE DES RECRUTEMENTS ET ENGAGEMENTS".

L'article 51, § 5, frappe d'une nullité de plein droit "tout recrutement effectué en méconnaissance de cet article ou des arrêtés pris en exécution de cet article". Il est donc applicable tant à un arrêté nommant irrégulièrement un agent définitif sur la base d'un statut de droit public qu'à un arrêté nommant irrégulièrement un agent temporaire ou à un contrat engageant irrégulièrement un agent. Les articles 13 et 14 du projet n'organisent des modes de constatation de la nullité et des mesures de contrôle que pour les "arrêtés de nomination des agents temporaires (et les) contrats d'emploi ou de travail". Selon les explications du délégué du Ministre, c'est de manière délibérée que le Gouvernement limite ainsi le champ d'application des articles 13 et 14 du projet : il estime qu'au point de vue pratique, c'est seulement pour les recrutements à titre temporaire ou par contrat, qu'il est opportun d'organiser un contrôle systématique de la régularité des décisions, et des modes de constatation de la nullité de celle-ci. Il n'empêche que l'article 51, § 5, vise également les arrêtés nommant irrégulièrement des agents à titre définitif et que cette disposition obligera le Gouvernement, auquel il incombe d'exécuter la loi, de constater la nullité de plein droit de tels arrêtés de nomination qui se révèleraient avoir été pris en méconnaissance de l'article 51.

.../...

Article 12.

L'article se borne à reprendre l'article 51, § 5, de la loi du 28 décembre 1973.

Outre que l'article est superflu, il risque de provoquer des confusions au sujet de la valeur juridique de la disposition qu'il énonce.

Au surplus, tout comme l'article 51, § 5, qu'il reproduit presque mot pour mot, l'article a une portée générale et vise également les nominations à titre définitif. Il risque de provoquer une erreur au sujet du champ d'application des articles 13 et 14 du projet qui ne sont applicables qu'aux nominations à titre temporaire et aux engagements d'agents par contrat.

Articles 13 et 14.

Il serait plus clair de répartir les dispositions de ces deux articles du projet entre trois articles, qui régleraient respectivement :

- le premier, le rôle de l'inspecteur des finances;
- le second, le rôle du service chargé du paiement des agents;
- le troisème, le rôle du Secrétaire permanent au recrutement.

.../...

En son § 2, l'article 51 de la loi renvoie expressément aux règles de recrutement "prévues dans les statuts du personnel". Il en résulte qu'un arrêté de nomination qui méconnaît une de ces règles transgresse par là même l'article 51, que dès lors il est, aux termes du § 5, frappé d'une nullité de plein droit et que le contrôle organisé par le chapitre III du projet s'étend à cette cause de nullité.

Article 14.

L'article confie une mission de contrôle au service chargé du paiement des agents, en établissant des règles différentes pour le cas où il s'agit du "Service central des dépenses fixes" et pour le cas où il s'agit d'un autre service. Ce système est conforme aux intentions exprimées par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique devant la Commission du Budget de la Chambre des représentants (Doc. parl. Ch., sess. 1973-1974, n° 694/8, pp. 52-53). Mais le but poursuivi paraît pouvoir être atteint par un système plus simple, dans lequel des règles différentes ne seraient pas instituées selon que le "Service central des dépenses fixes" ou un autre service est chargé du paiement des agents.

.../...

S'il s'agit d'un agent que l'autorité administrative avait prétendu recruter en application de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, le délai du préavis est de trois mois (article 7). S'il s'agit d'un agent que l'autorité administrative avait prétendu recruter en application de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, le délai du préavis est de sept jours (article 6). Ce délai n'a pas été adapté lorsque la loi sur le contrat de travail a augmenté la durée du délai de préavis.

S'il s'agit d'un agent nommé à titre définitif, l'intention du législateur semble être qu'on se réfère "à la loi sur le contrat d'emploi de 1922 qui est appliquée ici sur base d'un contrat d'emploi fictif ou putatif" (Doc. parl. Sénat, sess. 1973-1974, n° 97, p. 47). Ce renvoi fait surgir une difficulté. En effet, aux termes de l'article 15, § 2, des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi, modifiées par la loi du 21 novembre 1969, "Lorsque la rémunération annuelle excède 150.000 francs, les délais de préavis à observer par l'employeur et par l'employé sont fixés soit par convention conclue au plus tôt au moment où le préavis est donné, soit par le juge". Dans le cas visé, la loi ne fixe donc par elle-même aucun délai.

.../...

Le Roi excéderait les limites du pouvoir qu'Il tient de l'article 67 de la Constitution et de l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973, s'il prenait une disposition réglementaire pour fixer le délai de préavis à respecter dans le cas dont il s'agit et s'Il tentait de combler ainsi une lacune de la loi. En revanche, le Ministre de la Fonction publique pourrait, par la voie d'une simple directive, recommander d'accorder un délai de préavis de la durée qu'il déterminerait. Si une contestation surgit au sujet de la durée du délai de préavis, il appartiendra à la juridiction compétente de la trancher.

La difficulté qui vient d'être relevée se présente évidemment aussi -et même de manière plus directe- pour les recrutements irréguliers que l'autorité administrative aurait prétendu faire par le procédé d'un contrat d'emploi.

*

* *

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

.../...

"ARRETE ROYAL RELATIF AU RECRUTEMENT DES AGENTS DANS LES ADMINISTRATIONS ET LES AUTRES SERVICES DES MINISTERES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, notamment les articles 20 et 21;

(La suite du préambule comme au projet)

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. DES AUTORISATIONS DE RECRUTEMENT.

Article 1er (Disposition nouvelle proposée par le Conseil d'Etat et article 8 du projet).

Tout recrutement, à quelque titre que ce soit, dans les administrations et les autres services des ministères est subordonné à une autorisation préalable conformément aux règles déterminées par le présent chapitre.

Les dispositions du présent chapitre ne sont toutefois pas applicables aux recrutements faits en exécution des articles 20 et 21 de la loi du 16 avril 1963 relative au recrutement social des handicapés.

.../...

Article 2 (article 1er du projet partim).

Au cours du premier trimestre de chaque année civile, les ministres font connaître, pour chaque administration ou service, au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le nombre d'agents de chaque grade dont ils estiment le recrutement nécessaire au cours de l'année budgétaire suivante, indépendamment des recrutements tendant à pourvoir à des remplacements.

Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions établit, pour l'ensemble des administrations et des autres services des ministères, un plan des recrutements visés à l'alinéa 1er et le soumet au comité ministériel du budget.

Le plan de recrutement indique, par ministère et par administration ou par service, le nombre d'agents de chaque grade à recruter soit à titre définitif, soit à titre temporaire.

La décision du Comité ministériel du budget approuvant le plan de recrutement implique une autorisation des recrutements qui y sont prévus. L'autorisation ne vaut toutefois qu'à la condition qu'il y ait, aux cadres organiques, des emplois qui soient vacants.

.../...

Article 3 (article 2 du projet).

En cas d'urgence, les autorisations de recrutement sont, par dérogation à l'article 2, données conjointement par le Premier Ministre, le Ministre des Finances et les Ministres qui ont la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions.

Article 4 (article 3 du projet).

L'autorisation de recrutement est donnée par l'inspecteur des finances pour les recrutements ayant pour but de pourvoir, directement ou indirectement, au remplacement des agents qui cessent définitivement leurs fonctions ou des agents qui cessent d'exercer leurs fonctions dans le ministère et dont le traitement n'est plus à charge du budget de ce ministère.

Au cours du troisième trimestre de chaque année civile, les ministres communiquent au Secrétaire permanent au recrutement un tableau indiquant pour chaque grade, une estimation du nombre d'agents dont ils demanderont le recrutement en application de l'alinéa 1er, au cours de l'année budgétaire suivante.

Article 5 (article 4 du projet).

Le recrutement à des fonctions dont les titulaires ne sont régis par aucun statut peut se faire par contrat. Chacune des décisions de recrutement est soumise à l'autorisation de l'inspecteur des fina

.../...

Article 6 (article 5 du projet).

En cas de refus d'une autorisation demandée en application des articles 3, 4 ou 5, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ou le Ministre intéressé peut saisir le Comité ministériel du budget qui statue.

Article 7 (article 6 du projet).

Lorsque le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions constate qu'il est impossible de recruter des agents définitifs pour la date à laquelle l'entrée en fonctions doit avoir lieu, il peut décider de remplacer une autorisation de recrutement d'agents définitifs par une autorisation de recrutement d'agents temporaires.

Article 8 (article 7 du projet).

Dans tous les cas où le recrutement est organisé par le Secrétaire permanent au recrutement, les autorisations de recrutement qui ne lui ont pas été transmises dans les trois mois de leur octroi sont périmées.

Article 9 (Partim article 1er, alinéa 3; article 3, alinéa 2, et article 6).

Qu'ils soient nommés en application d'un statut ou engagé par contrat, les agents temporaires ne peuvent être recrutés que pour une durée n'excédant pas deux ans.

.../...

CHAPITRE II. - DE L'INTERVENTION DU SECRETAIRE PERMANENT AU RECRUTEMENT.

Article 10 (article 10 du projet).

Seuls peuvent être nommés en application d'un statut ou engagés par contrat, dans les administrations et les autres services des ministères, les candidats qui ont introduit leur candidature auprès du Secrétaire permanent au recrutement.

Article 11 (article 9 du projet).

Les agents des administrations et des autres services des ministères ne peuvent être recrutés que parmi les candidats déclarés admis par le Secrétaire permanent au recrutement.

Article 12 (article 11 du projet).

Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables :

1° aux agents dont le statut organise une procédure de recrutement différente de celle qui est instituée par les articles 10 et 11;

2° aux agents engagés par contrat, en application de l'article 5, pour les fonctions d'auxiliaire désignées par le Ministre qui à la Fonction publique dans ses attributions.

.../...

CHAPITRE III.- DE LA CONSTATATION DE LA NULLITE DES DECISIONS IRREGULIERES DE RECRUTEMENT A TITRE TEMPORAIRE OU PAR CONTRAT.

Article 13 (article 13 du projet et article 14 partim).

A l'ordre de paiement du premier traitement de tout agent nommé à titre temporaire ou engagé par contrat, adressé au service chargé du paiement, est jointe une copie soit de l'arrêté de nomination, soit du contrat. Cette copie doit avoir été soumise au visa préalable de l'inspecteur des finances.

L'inspecteur des finances n'appose son visa que s'il constate qu'ont été respectées les dispositions de l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 et les règles des statuts du personnel auxquelles cet article renvoie, ainsi que les prescriptions des chapitres Ier et II du présent arrêté.

Si l'inspecteur des finances refuse d'apposer son visa, il en informe le Ministre dont relève l'agent, les Ministre qui ont la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions et le Secrétaire permanent au recrutement.

Article 14 (article 14 du projet partim).

Le service chargé du paiement des agents vérifie, lors du premier paiement de chaque agent nommé à titre temporaire ou engagé par contrat, s'il est joint à l'ordre de paiement une copie de l'arrêté de nomination ou du contrat et si cette copie porte le visa de l'inspecteur des finances.

.../...

Si le service désigné à l'alinéa 1er constate le défaut de visa de l'inspecteur des finances, il en fait l'observation au ministre dont relève l'agent et il en informe les ministres qui ont la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions ainsi que le Secrétaire permanent au recrutement.

Article 15 (article 14 du projet).

Lorsque le Secrétaire permanent au recrutement constate que le recrutement d'un agent temporaire ou engagé par contrat est nul de plein droit pour avoir été effectué en méconnaissance des dispositions de l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 ou des règles des statuts du personnel auxquelles cet article renvoie ou des prescriptions des chapitres Ier et II du présent arrêté, il donne congé à l'intéressé en respectant le délai de préavis requis. La décision du Secrétaire permanent au recrutement est notifiée à l'intéressé par pli recommandé à la poste.

Article 16 (article 15 du projet).

Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Een vast gebruik wil dat de Koning, wanneer een Regering haar ontslag aanbiedt, en hij het voornemen te kennen geeft het te aanvaarden, haar vraagt in te staan voor het afdoen van de lopende zaken. De beperking van de bevoegdheid van de ontslagnemende Regering tot het afdoen van de lopende zaken - die overigens in geen enkele tekst zijn omschreven - is een regel van politieke aard. Een twistpunt blijft, of ze ook een regel van juridische aard is, over de miskenning waarvan de rechter dient te oordelen (1). Bij de Raad van State, afdeling administratie, zijn thans verscheidene vorderingen tot nietigverklaring aanhangig waarbij die vraag aan de orde is.

Het spreekt vanzelf dat deze opmerking niet vooruitloopt op de vraag of het ontwerp-besluit al dan niet kan worden geacht tot het gebied van de lopende zaken te behoren.

.../...

---

(1) R.v.S., 15 maart 1963, Ligny, nr. 9932, Verz. blz. 253. Vergelijk met R.v.S., 10 mei 1968, Jassogne, nr. 12.951, Verz. blz. 384, R.J.D.A. 1969, blz. 88-90, en noot P. MAROY; R.v.S., 5 juni 1969, Debouverie, nr. 13.608, Verz. blz. 638.

Zie ook H. COREMANS, "Het Regeringsontslag en zijn staatsrechtelijke en administratiefrechtelijke gevolgen", Rechts. Weekblad, 1967-1968, kol. 2194 en volgende.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Onderwerp en rechtsgrond van het ontwerp.

Het ontwerp heeft betrekking op de werving, in besturen en andere diensten van de ministeries, van alle categorieën van personeelsleden : personeelsleden die later in vast verband tot Rijksambtenaar zullen worden benoemd, personeelsleden in tijdelijk verband benoemd krachtens een publiekrechtelijk statuut zoals datgene dat is vastgesteld bij het besluit van de Regent van 30 april 1947 of het besluit van de Regent van 10 april 1948, en bij overeenkomst in dient genomen personeelsleden.

De Koning ontleent aan de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet de bevoegdheid om een deel van de voorzieningen van het ontwerp vast te stellen. Via artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974 is de wetgever opgetreden om op een aantal punten een regeling te treffen inzake werving, onder meer in de besturen en andere diensten van de ministeries. Het ontwerp bedoelt voor die besturen en diensten de maatregelen vast te stellen welke dat artikel 51 voorschrijft, en de nadere regelen te bepalen met betrekking tot de maatregelen die reeds in dat artikel zijn neergelegd. Artikel 51, § 6, machtigt de Koning daartoe.

Meer bepaald strekt het ontwerp om :

I. alle wervingsbeslissingen afhankelijk te maken van voorafgaande machtigingen, waarvoor het bevoegdheids- en

.../...

procedureregelen vaststelt (artikel 51, § 4, van de wet en hoofdstuk I van het ontwerp);

II. onder voorbehoud van bepaalde afwijkingen het optreden van de Vaste Wervingssecretaris voor alle wervingsverrichtingen te verruimen (wet, artikel 51, § 3, en hoofdstuk II van het ontwerp);

III. voor sommige aanwervingen te bepalen op welke wijze wordt vastgesteld en toegepast de nietigheid van rechtswege welke artikel 51 van de wet legt op "elke aanwerving welke geschiedt met miskenning van dit artikel of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten" (wet, artikel 51, § 5, en hoofdstuk III van het ontwerp).

B. Strekking van artikel 51 van de wet van 28 december 1973.

De strekking van het ontwerp kan maar worden bepaald aan de hand van die van het genoemde artikel 51.

I. Artikel 51, § 2, bepaalt : "Niettegenstaande elke andere bepaling geschieden de aanwervingen uitsluitend volgens de regelen bepaald in de statuten van het personeel".

De strekking van die bepaling is toegelicht in de parlementaire voorbereiding. In de commentaar op artikel 51, § 2, zegt de memorie van toelichting : "Aldus zal niet meer kunnen worden beweerd dat de statutaire wervings-

.../...

regelen andere wervingswijzen niet uitsluiten, alleen maar omdat deze niet verboden waren" (Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitt. 1973-1974, nr. 694/1, blz. 34). Het verslag namens de Commissie voor de begroting van de Kamer uitgebracht door de heer DAMSEAUX luidt in dezelfde zin maar in nog strakkere bewoordingen : "Vooreerst wordt als uitdrukkelijke regel gesteld dat uitsluitend mag worden aangeworven volgens de regelen bepaald in de statuten van het personeel; aldus zal niet meer kunnen worden beweerd dat de statutaire wervingsregelen andere wervingswijzen niet uitsluiten, alleen maar omdat deze niet verboden waren" (nr. 694/8, blz. 51-52).

Zo blijkt dus dat de bepaling onder meer tot doel heeft een eind te maken aan de praktijk van de aanwerving bij overeenkomst in ambten waarvoor nochtans een publiekrechtelijk personeelsstatuut bestond.

Voor het beheer van hun diensten kunnen publiekrechtelijke personen ongetwijfeld - althans binnen bepaalde grenzen - de privaatrechtelijke weg volgen. Ook vroeger reeds aanvaardde de rechtspraak, zowel van hoven en rechtbanken als van de Raad van State, dat publiekrechtelijke personen personeel kunnen aanwerven bij wege van arbeidsovereenkomst, inzonderheid arbeidsovereenkomst voor werk-

.../...

lieden en zelfs, in sommige gevallen, arbeidsovereenkomst voor bedienden (2). Artikel 1, derde lid, van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, gewijzigd bij de wet van 10 december 1962 bepaalt dat de wet "van toepassing is op de door het Rijk, de provincies, de gemeenten, de openbare instellingen die er onder ressorteren en de instellingen van openbaar nut tewerkgestelde bedienden wier toestand niet statutair geregeld is". Ook artikel 35, § 1, van de gecoördineerde wetten op de arbeidsovereenkomst voor bedienden, gewijzigd bij de wetten van 10 december 1962 en 21 november 1969, bepaalt dat die wetten van toepassing zijn "op de door het Rijk, de provincies, de gemeenten en openbare instellingen die er onder ressorteren en de instellingen van openbaar nut tewerkgestelde bedienden, wier toestand niet statutair geregeld is". Krachtens de wet kan de Staat dus werken met arbeidsovereenkomsten om personeel aan te werven. Maar de Koning, die bevoegd is om de Rijksbesturen te organiseren en de rechtspositie van hun ambtenaren te bepalen, kan deze laatsten onder publiekrechtelijk statuut stellen. Dezelfde bevoegdheid is in enige mate, voor sommige diensten, toegekend aan andere administratieve overheden, zoals de Ministers.

.../...

---

(2) Zie bijvoorbeeld, Cass. 7 oktober 1943, Pas. 1943, I, blz. 382; R.J.D.A. 1946, blz. 89 met noot L. MOUREAU; 4 december 1959, Pas. 1960, I, 402; 29 april 1960, Pas. 1960, I, blz. 1000; J.T. 1960, blz. 718.

R.v.S., 27 juni 1958, Debra, nr. 6419, Verz., blz. 605; 16 oktober 1959, Nationale Confederatie van het bouwbedrijf, nr. 7298, Verz., blz. 664; 8 januari 1960, Debra, nr. 7526, Verz., blz. 14.

Als de bevoegde overheid voor een categorie van personeelsleden eenmaal een publiekrechtelijk statuut heeft vastgesteld, mag voor die categorie niet meer worden aangeworven bij overeenkomst (3). In de Rijksbesturen heeft de Koning een statuut vastgesteld, niet alleen voor de ambtenaren in vaste dienst maar ook voor het tijdelijk personeel (koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel; besluit van de Regent van 30 april 1947 tot vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel; besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende het statuut van het tijdelijk werklieden-personeel). In een studie van 1958 merken de professoren A. BUTTGENBACH en J. DEMBOUR op : "actuellement, non seulement les agents définitifs, mais les agents temporaires et les ouvriers temporaires de l'Etat ont été placés sous statut et ... tant que les textes en vigueur n'auront pas été modifiés, l'administration ne pourrait recourir à des engagements contractuels, en vertu de l'adage patere legem quam ipse fecisti" (4). De Raad van State heeft die leer gevolgd en heeft verklaard dat "alleen reeds uit het be-

.../...

(3) Het vaststellen van een statuut voor het vastbenoemd personeel heeft daarentegen niet tot gevolg dat geen tijdelijke personeelsleden bij overeenkomst mogen worden aangeworven (arrest van het Hof van Cassatie van 4 december 1959, eerdervermeld; arrest van de Raad van State van 8 januari 1960 eerdervermeld; advies van de Raad van State vóór het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, Belgisch Staatsblad van 15 maart 1961; Pasinomie 1961, blz. 150.

(4) "La nature du lien juridique unissant les administrations publiques à leurs agents", R.J.D.A. 1958, blz. 8.

staan zelf van de Rijkspersoneelsstatuten", volgt dat contractuele werving van dat personeel uitgesloten is (5). Het Rekenhof heeft zich in dezelfde zin uitgesproken (6).

In de praktijk is heel vaak met arbeidsovereenkomsten gewerkt om tijdelijke ambtenaren en werklieden in Rijksbesturen aan te werven. Maar zoals uit de aangehaalde uittreksels uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 december 1973 blijkt, heeft artikel 51, § 2, tot doel de interpretatie, volgens welke de teksten die voor bepaalde categorieën van personeelsleden publiekrechtelijke statuten vaststellen, werving bij overeenkomst voor dezelfde categorieën onmogelijk maken, door een wetsbepaling te bekrachtigen.

II. Artikel 51, § 5, eerste lid, bepaalt : "Elke aanwerving welke geschiedt met miskenning van dit artikel of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten is van rechtswege nietig".

a) Een eerste gevolg van die bepaling is dat de rechtsgeldigheid van de wervingsbeslissingen zal afhangen van het nakomen van alle in artikel 51 bedoelde regelen, ook van die inzake administratieve en begrotingscontrole. Daarmee wijkt de bepaling af van het in dezen geldende systeem. In het algemeen immers hebben de laatstgenoemde

.../...

(5) Advies L.9041/1, van 9 oktober 1964 vóór het koninklijk besluit van 3 februari 1965 houdende organisatie van de Nationale Loterij.

(6) Zie bijvoorbeeld het 120e boek met opmerkingen, Gedr. St. Kamer, 1963-1964, deel I, blz. 65.

regelen een geheel andere strekking dan de grondregelen van het administratief recht : ze zijn gewoon regels van inwendige orde. Zo kunnen particulieren, tot staving van een beroep tot nietigverklaring, zich niet beroepen op het niet of onregelmatig vervuld zijn van een door zodanige regels voorgeschreven formaliteit (7).

b) De bepaling verklaart uitdrukkelijk van rechtswege nietig iedere beslissing tot aanwerving van een personeelslid welke genomen is met miskenning van artikel 51 of van de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten, zoals het ontwerp-besluit.

Daarmee wordt een geheel uitzonderlijke sanctie ingevoerd. Zeer algemeen is de regel, dat onregelmatige administratieve handelingen niet van rechtswege nietig zijn. Ze zijn uitvoerbaar zolang de bevoegde overheid het gebrek waardoor ze zijn aangetast, niet heeft vastgesteld. Het is zaak van de onderscheiden - justitiële en administratieve - gerechten die vaststelling te doen ten einde toepassing van het besluit te weigeren; de vaststelling behoort door de Raad van State te worden gedaan opdat de handeling kan worden vernietigd. Binnen de grenzen waarin de actieve bestuurs-

.../...

(7) Raad van State 8 mei 1951, Holemans, nr. 869, Verz. blz. 252; 16 juli 1951, Vindevogel, nr. 1016, Verz. blz. 483.

overheid bevoegd is om de handeling in te trekken, kan ook zij dezelfde vaststelling doen. Zeer zelden wijken bepalingen van die regeling af en voeren ze nietigheid van rechtswege in. Er kan nauwelijks een ander voorbeeld worden genoemd dan artikel 90, eerste lid, van de provinciewet.

De van het gemeen recht afwijkende regel welke in artikel 51, § 5, is neergelegd, brengt mede dat het onder meer aan de actieve bestuursoverheid staat, de nietigheid van een onregelmatige wervingsbeslissing vast te stellen, en dat die overheid dit kan doen zelfs wanneer het om een overeenkomst gaat.

Voor benoemingen op grond van een publiekrechtelijk statuut zal de nietigheid van rechtswege kunnen worden vastgesteld, niet alleen door de actieve bestuursoverheid maar ook door de Raad van State bij wie door een derde beroep is ingesteld. De Raad van State zal hebben uit te maken of en in welke mate de uitzonderingsbepaling van artikel 51, § 5, tot gevolg heeft dat bijzondere regelen gelden voor het beroep tot nietigverklaring tegen een beslissing die onder de door die bepaling ingevoerde sanctie valt.

Er zullen gevallen zijn waarin de actieve bestuursoverheid aanvoert dat de wervingsbeslissing van rechtswege nietig is, terwijl de aangeworvene die nietigheid betwist.

.../...

Gaat het om een benoeming op grond van een publiekrechtelijk statuut, dan staat voor de betrokkene krachtens artikel 14 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 beroep bij de Raad van State open tot nietigverklaring van de beslissing waarbij de actieve bestuursoverheid zich op de nietigheid van die benoeming beroept.

In het geval van werving bij overeenkomst zullen hoven en rechtbanken moeten uitmaken of de betrokkene krachtens de artikelen 92 en 93 van de Grondwet de zaak bij de gewone rechter aanhangig kan maken om te doen verklaren, dat de overeenkomst niet nietig is en dat ze ten voordele van elk van de partijen subjectieve rechten heeft doen ontstaan.

c) Met artikel 51, § 5, tweede lid, heeft de wetgever om sociale redenen restricties gelegd op de nietigheid van rechtswege die hij instelde. De wervingsbeslissing zal, ofschoon ze nietig is, toch de in de bepaling genoemde gevolgen hebben.

Het tweede lid, tweede volzin, impliceert dat sommige gevolgen van het ontslag niet onmiddellijk zullen intreden : de bestuursoverheid moet immers "de wettelijke of reglementaire opzeggingstermijnen" in acht nemen.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

OPSCHRIFT EN WERKINGSSFEER VAN HET BESLUIT.

Voor het bepalen van de werkingssfeer van het ontwerp-besluit moet dezelfde formule worden gebruikt als in artikel 51, § 1, 1°, van de wet waarvan het de uitvoering regelt, namelijk : "besturen en andere diensten van de ministeries".

Volgens het verslag namens de Commissie voor de financiën van de Senaat uitgebracht door de heer LAGAE (Gedr. St., Senaat, zitting 1973-1974, nr. 97, blz. 47) moet onder "andere diensten van de ministeries" worden verstaan : diensten die onder het rechtstreeks gezag van een minister staan maar, aangezien zij geen van de Staat onderscheiden rechtspersoonlijkheid hebben, onder een bijzondere regeling vallen waardoor ze onderscheiden zijn van de besturen die onder het gezag van dezelfde minister staan. Het verslag geeft als voorbeeld het "Gebouwenfonds voor de Rijksscholen", georganiseerd door de wet van 22 april 1958. Onder de nieuwe instellingen die zijn opgericht door de wet van 11 juli 1973 houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs moeten dus als in het ontwerp bedoelde, van de besturen onderscheiden diensten van een ministerie worden aangemerkt : 1) het "Gebouwenfonds voor de Rijksscholen"; 2) het "Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen".

.../...

AANHEF.

Vooraan in de aanhef moet worden verwezen naar de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet, die de Koning de bevoegdheid verlenen om een deel van de artikelen van het ontwerp vast te stellen.

Ook moet worden vermeld de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, waarnaar artikel 8 van het ontwerp verwijst.

"HOOFDSTUK I. WERVINGSPLAN EN -MACHTIGINGEN".

a) Hoofdstuk I heeft tot doel voor iedere werving, in welke hoedanigheid ook, in besturen en andere diensten van de ministeries een voorafgaande machtiging te eisen. Het hoofdstuk zou duidelijker zijn indien het begon met een artikel dat deze grondregel in zijn algemene vorm formuleert. In dat artikel 1 kan bovendien als tweede lid worden opgenomen de bepaling van artikel 8 van het ontwerp, waarin de enige uitzondering op de algemene regel is vermeld.

b) Voor de in het wervingsplan bedoelde benoemingen in tijdelijk verband bepaalt het ontwerp geen maximumduur : artikel 1, derde lid, zegt alleen dat het plan "de duur bepaalt waarvoor de tijdelijke benoemingen mogen worden verricht". Voor de werving van tijdelijk personeel om te voorzien in vervanging of voor het geval dat onmiddellijke werving in vast verband onmogelijk is, bepaalt het ontwerpbesluit dat de benoemingen niet gedaan of de overeenkomsten niet gesloten mogen worden dan voor een periode van ten

.../...

hoogste twee jaar (artikel 3, tweede lid, en artikel 6 van het ontwerp). Na de zaak opnieuw te hebben onderzocht, heeft de gemachtigde van de Minister aan de Raad van State laten weten dat dit verschil in regeling kan worden weggewerkt en dat beter voor alle gevallen één maximumduur wordt bepaald. De Raad stelt derhalve voor, de drie genoemde bepalingen te vervangen door een nieuw artikel met algemene strekking (artikel 9 van de voorgestelde tekst).

Artikel 2.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zijn "dringende gevallen" zowel het geval dat het wervingsplan nog niet mocht zijn goedgekeurd voor het betrokken begrotingsjaar en werving voor bepaalde ambten op korte termijn nodig mocht zijn, als het geval waarin onverwijlde werving buiten die waarin het plan voorziet nodig mocht blijken.

Artikel 3.

a) Aangezien de werving meestal slechts onrechtstreeks voorziet in de vervanging van een personeelslid dat uit zijn ambt treedt, ware het verkieslijk te werken met de formule : "de werving die ertoe strekt rechtstreeks of onrechtstreeks te voorzien in de vervanging van personeelsleden".

Ook zou nauwkeuriger moeten worden bepaald voor welke personeelsleden de inspecteur van financiën vervanging kan toestaan.

.../...

b) De "inspectie van financiën" is geen collegiaal optredende overheid. Men schrijve derhalve : "de inspecteur van financiën".

Deze opmerking over de terminologie geldt ook voor de artikelen 4, 13 en 14 van het ontwerp.

c) Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp bepaalt : "De personeelsleden belast met permanente functies worden vervangen door personeelsleden in vast verband; de personeelsleden belast met door de tijd beperkte functies worden vervangen door personeelsleden aangeworven in tijdelijk verband ...". Deze bepaling kan bij de toepassing moeilijkheden opleveren, te meer daar het noodzakelijk is, zoals is opgemerkt, een onderscheid te maken tussen rechtstreekse en onrechtstreekse vervanging; wanneer een personeelslid weggaat, volgt veelal trapsgewijs een hele reeks nieuwe benoemingen. De Regering dient te oordelen of de bepaling moet worden gehandhaafd. De Raad van State heeft gemeend ze niet te kunnen overnemen in de voorgestelde nieuwe tekst.

Artikel 4.

Het artikel luidt :

"Artikel 4.-

Het aanvullend personeel waarvoor geen enkel statuut is vastgesteld kan, mits machtiging van de inspectie van financiën, worden aangeworven".

.../...

Met de term "aanvullend personeel" voert het artikel een nieuw begrip in waarvan het geen omschrijving geeft. Bovendien wijkt het artikel af van de rangschikking zoals die is opgemaakt door de thans geldende besluiten, waarin het personeel van de Rijksbesturen wordt onderscheiden in :

1) Rijksambtenaren, dat zijn personeelsleden in vast verband;

2) tijdelijke personeelsleden;

3) tijdelijke werklieden;

4) "hulppersoneel".

Over het hulppersoneel schrijft het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 :

"Naast de tijdelijke en buitengewone werkzaamheden bestaan er andere die, aan wie ze uitvoeren, niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar verlenen; deze diensten zijn ofwel onvolledig, ofwel blijkbaar van bijkomende aard en in geen geval administratief. De rechtstoestand van deze, meestal "hulppersoneel" genaamd, is in het ontwerp niet vastgelegd. De Regering zal de eer hebben later een besluit tot regeling van deze kwestie voor te leggen".

Het besluit van de Regent van 30 april 1947 tot vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel (artikel 1, b) en het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel (artikel 1, tweede lid) hebben het hulppersoneel uitdrukkelijk buiten hun werkingssfeer gehouden. Daarmee bevestigen ze dat begrip "hulppersoneel".

De gemachtigde van de Minister heeft doen gelden dat "lid van het aanvullend personeel" niet geheel hetzelfde is als "lid van het hulppersoneel".

.../...

De Raad van State stelt voor te werken met de meer algemene formule : "werving in ambten waarvan de bekleder onder geen enkel statuut valt, kan hij overeenkomst geschieden". Een zodanige formule geeft de bedoeling van de Regering weer zonder de vermelde nadelen.

Voor het uitsluiten van werving bij overeenkomst is het niet noodzakelijk, dat een besluit is vastgesteld om een statuut te bepalen; het is voldoende dat een bepaling voorschrijft dat een publiekrechtelijk statuut moet worden opgesteld (8). (Zie bijvoorbeeld artikel 13, § 5, 2°, van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973).

"HOOFDSTUK II. REGELEN VOOR DE WERVING".

Ter wille van de chronologie van de verrichtingen moet het bepaalde in artikel 9 en in artikel 10 van het ontwerp in omgekeerde volgorde komen : de eerste bepaling heeft betrekking op "de bemiddeling" van de Vaste Wervingssecretaris bij benoemingen en indienstneming bij overeenkomst, en de tweede op zijn bemoeiing bij de procedure van kandidaatstelling.

.../...

(8) R.v.S., 13 november 1957, FERON, nr. 5867, Verz. blz. 653; 6 oktober 1961, CARPENTIER, nr. 8823, Verz. blz. 828; 18 oktober 1966, LEMMENS en RONGE, nr. 12.032, Verz. blz. 886.

Artikel 9.

Het artikel bepaalt :

"Artikel 9.-

De in de besturen en diensten der ministeries verrichte wervingen en aangegane verbintenissen kunnen enkel geschieden door de bemiddeling van het Vast Wervingssecretariaat voor de werving van het Rijkspersoneel".

Het is nodig nauwkeuriger dan in het ontwerp wordt gedaan, aan te geven waarin het optreden van de Vaste Wervingssecretaris bestaat. Te dien einde stelt de Raad van State hierna een tekst voor die uitgaat van artikel 12 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939, dat de werkwijze en de bevoegdheden van het Vast Wervingssecretariaat bepaalde.

Artikel 11.

Luidens dit artikel is hoofdstuk II "niet toepasselijk", onder meer, op "het krachtens artikel 4 aangeworven personeel",

Met inachtneming van de wijziging welke de Raad van State voor artikel 4 van het ontwerp voorstelt, behoort in artikel 11, 2°, te worden gewerkt met een formule die overeenkomt met het, volgens de Regering zeer beperkte, karakter van de in deze bepaling gestelde afwijking van de algemene regel, dat de Vaste Wervingssecretaris optreedt.

.../...

Ter wille van de overeenstemming met de besluiten die de statuten van de onderscheiden categorieën van personeelsleden in de Rijksbesturen vaststellen, moet worden gewerkt met het begrip "hulppersoneel". Aangezien tot dusver geen besluit is vastgesteld voor het bepalen van het statuut en de graden van het hulppersoneel, is er maar één werkwijze die de rechtszekerheid kan waarborgen : dat de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, gemachtigd wordt te bepalen, in welke door hulppersoneel te bekleden ambten het bestuur kan aanwerven zonder dat de Vaste Wervingssecretaris hoeft op te treden zoals bepaald is in de artikelen 9 en 10 van het ontwerp.

"HOOFDSTUK III. NIETIGHEID VAN DE WERVINGEN EN INDIENSTNEMINGEN".

Artikel 51, § 5, maakt van rechtswege nietig "elke aanwerving welke geschiedt met miskenning van dit artikel of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten". Het is dus van toepassing zowel op besluiten die op onregelmatige wijze in vast verband benoemen op grond van een publiekrechtelijk statuut als op besluiten die op onregelmatige wijze in tijdelijk verband benoemen en op overeenkomsten waarbij personeelsleden op onregelmatige wijze in dienst worden genomen. De artikelen 13 en 14 van het ontwerp bepalen de wijzen van vaststelling van de nietigheid en de controlemaatregelen alleen voor "de besluiten tot benoeming van tijdelijke personeelsleden (en de) arbeidsovereenkomsten voor werklieden en bedienen". Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, beperkt de Regering hier opzettelijk zo de werkingssfeer van de artikelen 13 en 14 van het ontwerp : zij acht het, praktisch gezien, alleen voor werving in tijdelijk verband of

.../...

bij overeenkomst dienstig, te voorzien in een stelselmatige controle op de regelmatigheid en in wijzen van vaststelling van de nietigheid van beslissingen. Dat neemt niet weg dat artikel 51, § 5, ook slaat op besluiten waarbij op onregelmatige wijze in vast verband wordt benoemd, en dat die bepaling de Regering, die met de uitvoering van de wet is belast, zal verplichten vast te stellen dat van rechtswege nietig zijn zodanige benoemingsbesluiten waarvan mocht blijken dat ze met miskenning van artikel 51 tot stand zijn gekomen.

Artikel 12.

Dit artikel is niet meer dan een herhaling van artikel 51, § 5, van de wet van 28 december 1973.

Niet alleen is het overbodig, het kan ook leiden tot misverstand omtrent de rechtsgeldigheid van hetgeen het bepaalt.

Juist zoals artikel 51, § 5, dat er nagenoeg woordelijk in overgenomen is, heeft het artikel een algemene draagwijdte en doelt het mede op de benoemingen in vast verband. Het kan aanleiding geven tot misvatting omtrent de werkingssfeer van de artikelen 13 en 14 van het ontwerp, die alleen toepassing vinden op benoemingen in tijdelijk verband en op indienstneming bij overeenkomst.

Artikelen 13 en 14.

Het zou logischer zijn de bepalingen van deze twee artikelen van het ontwerp te spreiden over 3 artikelen, onderscheidenlijk handelend over :

.../...

- de rol van de inspecteur van financiën;
- de rol van de dienst die belast is met het betalen van het personeel;
- de rol van de Vaste Wervingssecretaris.

Artikel 51 van de wet verwijst onder § 2 uitdrukkelijk naar de wervingsregelen "bepaald in de statuten van het personeel". Hieruit volgt dat een benoemingsbesluit dat één van die regels miskent, meteen in strijd komt met artikel 51 en derhalve, krachtens § 5 van dat artikel, van rechtswege nietig is en dat de controle waarin hoofdstuk III van het ontwerp voorziet zich ook tot die grond van nietigheid uitstrekt.

Artikel 14.

Dit artikel draagt een controletaak op aan de dienst die met de betaling van de personeelsleden is belast; het stelt daarvoor regelen die verschillen naargelang het gaat om de "Centrale Dienst der vaste uitgaven" of om een andere dienst. Deze regeling beantwoordt aan de voornemens welke de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt te kennen heeft gegeven in de Commissie voor de begroting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (gedr. st., Kamer, zitt. 1973-1974, nr. 694/8, blz. 52-53). Het doel lijkt echter ook te kunnen worden bereikt door een eenvoudiger systeem, waarin geen verschillende regelen nodig zouden zijn naargelang de "Centrale Dienst der vaste uitgaven" dan wel een andere dienst met de uitbetaling is belast.

.../...

Gaat het om een personeelslid dat de administratieve overheid had willen aanwerven op grond van het besluit van de Regent van 30 april 1947 tot vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, dan is de opzeggingstermijn drie maanden (artikel 7). Gaat het om een personeelslid dat de administratieve overheid had willen aanwerven op grond van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, dan is die termijn zeven dagen (artikel 6). De termijn werd niet aangepast toen de wet op de arbeidsovereenkomst de opzeggingstermijn heeft verlengd.

Wanneer het gaat om een in vast verband benoemd personeelslid, lijkt de bedoeling van de wetgever te zijn dat wordt verwezen naar "de wet op het bediendencontract van 1922 die hier toegepast wordt op basis van een fictief of putatief bediendencontract" (gedr. st., Senaat, zitt. 1973-1974, nr. 97, blz. 47). Die verwijzing levert een moeilijkheid op. Artikel 15, § 2 van de gecoördineerde wetten betreffende de arbeidsovereenkomst voor bedienen, gewijzigd bij de wet van 21 november 1969 bepaalt immers : "Wanneer het jaarlijks loon 150.000 frank overschrijdt, worden de door de werkgever en de bediende in acht te nemen opzeggingstermijnen vastgesteld hetzij bij overeenkomst gesloten ten vroegste op het ogenblik waarop de opzegging wordt gegeven, hetzij door de rechter". In het bedoelde geval bepaalt de wet uit zichzelf dus geen termijn.

De Koning zou buiten de Hem door artikel 67 van de Grondwet en artikel 51 van de wet van 28 december 1973 verleende bevoegdheid treden indien hij een verordeningsbepaling uitvaardigde voor het vaststellen van de in het hier bedoelde geval in acht te nemen opzeggingstermijn en op die wijze een leemte van de wet trachtte aan te vullen. Daarentegen zou

.../...

de Minister van het Openbaar Ambt, bij wege van een gewone richtlijn, de aanbeveling kunnen verstrekken om een opzeggingstermijn van de door hem te bepalen duur in acht te nemen. Ontstaat een geschil over de duur van de opzeggingstermijn, dan moet dat door het bevoegde gerecht worden beslecht.

Die moeilijkheid doet zich vanzelfsprekend ook - en zelfs op een meer directe wijze - voor bij een onregelmatige aanwerving welke de administratieve overheid mocht hebben verricht bij wege van arbeidsovereenkomst voor bedienden.

*

* *

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE WERVING VAN PERSONEELSLEDEN IN DE BESTUREN EN ANDERE DIENSTEN VAN DE MINISTERIES.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op de artikelen 20 en 21;

(Voorts zoals in de aanhef van het ontwerp);

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

HOOFDSTUK I. MACHTIGING TOT WERVING.

Artikel 1 (door de Raad van State voorgestelde nieuwe bepaling en artikel 8 van het ontwerp).

Elke werving, in welke hoedanigheid ook, in besturen en andere diensten van de ministeries is afhankelijk van een voorafgaande machtiging overeenkomstig de regelen in dit hoofdstuk bepaald.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn echter niet van toepassing op de werving ter uitvoering van de artikelen 20 en 21 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen.

Artikel 2 (artikel 1 van het ontwerp partim).

In de loop van het eerste kwartaal van elk kalenderjaar delen de ministers, voor elk bestuur of elke dienst, aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, mede hoeveel personeelsleden van elke graad volgens hen noodzakelijk moeten worden aangeworven in de loop van het volgende begrotingsjaar, afgezien van de werving om in vervanging te voorzien.

De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, maakt voor de gezamenlijke besturen en andere diensten van de ministeries een plan voor de in het eerste lid bedoelde werving op en legt het voor aan het ministerieel begrotingscomité.

Het wervingsplan vermeldt, per ministerie en per bestuur of dienst, hoeveel personeelsleden van elke graad hetzij in vast, hetzij in tijdelijk verband moeten worden aangeworven.

.../...

De beslissing van het ministerieel begrotingscomité tot goedkeuring van het wervingsplan impliceert machtiging tot de werving waarin dit voorziet. De machtiging geldt echter alleen op voorwaarde dat in de personeelsformaties betrekkingen vacant zijn.

Artikel 3 (artikel 2 van het ontwerp).

In spoedeisende gevallen worden de machtigingen tot werving, in afwijking van artikel 2, door de Eerste Minister, de Minister van Financiën en de Minister tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Begroting behoren gezamenlijk verleend.

Artikel 4 (artikel 3 van het ontwerp).

De machtiging tot werving wordt door de inspecteur van financiën verleend voor de werving waarvan het doel is rechtstreeks of onrechtstreeks te voorzien in de vervanging van personeelsleden die hun ambt voorgoed neerleggen of van personeelsleden die hun ambt niet langer in het ministerie uitoefenen en niet meer op de begroting van dat ministerie worden bezoldigd.

In de loop van het derde kwartaal van elk kalenderjaar zenden de ministers aan de Vaste Wervingssecretaris een tabel, die voor elke graad een raming bevat van het aantal personeelsleden waarvan zij de werving op grond van het eerste lid zullen vragen in de loop van het volgende begrotingsjaar.

Artikel 5 (artikel 4 van het ontwerp).

In ambten waarvan de bekleder onder geen enkel statuut valt, kan bij overeenkomst worden aangeworven. Voor iedere wervingsbeslissing is machtiging van de inspecteur van financiën vereist.

.../...

Artikel 6 (artikel 5 van het ontwerp).

Wordt een op grond van de artikelen 3, 4 of 5 gevraagde machtiging geweigerd, dan kan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort of de betrokken Minister de zaak aanhangig maken bij het ministerieel begrotingscomité, hetwelk beslist.

Artikel 7 (artikel 6 van het ontwerp).

Wanneer de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, vaststelt dat het onmogelijk is personeelsleden in vast verband aan te werven tegen de datum waarop zij in dienst zouden moeten treden, kan hij beslissen een machtiging tot werving in vast verband te vervangen door een machtiging tot werving van tijdelijke personeelsleden.

Artikel 8 (artikel 7 van het ontwerp).

In alle gevallen waarin de werving door de Vaste Wervingssecretaris wordt georganiseerd, vervallen de machtigingen tot werving die hem niet binnen drie maanden na het verlenen ervan zijn toegezonden.

Artikel 9 (partim artikel 1, derde lid; artikel 3, tweede lid, en artikel 6).

Tijdelijke personeelsleden mogen, ongeacht of zij op grond van een statuut benoemd dan wel bij overeenkomst in dienst genomen worden, slechts voor ten hoogste twee jaar worden aangeworven.

.../...

HOOFDSTUK II. OPTREDEN VAN DE VASTE WERVINGSSECRETARIS.

Artikel 10 (artikel 10 van het ontwerp).

Alleen gegadigden die zich bij de Vaste Wervingssecretaris kandidaat hebben gesteld, kunnen op grond van een statuut benoemd of bij overeenkomst in dienst genomen worden in besturen en andere diensten van de ministeries.

Artikel 11 (artikel 9 van het ontwerp).

De personeelsleden van besturen en andere diensten van de ministeries mogen slechts worden aangeworven uit de gegadigden die door de Vaste Wervingssecretaris toegelaten zijn verklaard.

Artikel 12 (artikel 11 van het ontwerp).

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing :

1° op de personeelsleden wier statuut in een andere wervingsprocedure voorziet dan door de artikelen 10 en 11 is ingesteld;

2° op de personeelsleden die krachtens artikel 5 bij overeenkomst in dienst worden genomen voor de door hulppersoneel te bekleden ambten, aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

.../...

HOOFDSTUK III. VASTSTELLING VAN DE NIETIGHEID VAN ONREGELMATIGE BESLISSINGEN TOT WERVING IN TIJDELIJK VERBAND OF BIJ OVEREENKOMST.

Artikel 13 (artikel 13 van het ontwerp en artikel 14 partim).

Bij de opdracht tot betaling van de eerste wedde van ieder in tijdelijk verband benoemd of bij overeenkomst in dienst genomen personeelslid, die aan de met de betaling belaste dienst wordt gericht, wordt een afschrift van het benoemingsbesluit of van de overeenkomst gevoegd. Dat afschrift moet aan het voorafgaand visum van de inspecteur van financiën zijn onderworpen.

De inspecteur van financiën verleent zijn visum slechts wanneer hij vaststelt dat zijn nageleefd de bepalingen van artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974 en de regels van de personeelsstatuten waarnaar dat artikel verwijst, alsook de voorschriften van de hoofdstukken I en II van dit besluit.

Weigert de inspecteur van financiën zijn visum te verlenen, dan geeft hij van die weigering kennis aan de Minister onder wie het personeelslid ressorteert, aan de Ministers tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Begroting behoren en aan de Vaste Wervingssecretaris.

Artikel 14 (artikel 14 van het ontwerp partim).

Bij de eerste betaling van ieder in tijdelijk verband benoemd of bij overeenkomst in dienst genomen personeelslid vergewist de met het betalen van de personeelsleden belaste dienst zich ervan of bij de opdracht tot betaling een afschrift van het benoemingsbesluit of van de overeenkomst

.../...

is gevoegd en of dat afschrift is bekleed met het visum van de inspecteur van financiën.

Stelt de in het eerste lid bedoelde dienst vast dat het visum van de inspecteur van financiën ontbreekt, dan maakt hij de minister onder wie het personeelslid ressorteert daarop opmerkzaam en deelt hij het mede aan de Ministers tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Begroting behoren, alsook aan de Vaste Wervingssecretaris.

Artikel 15 (artikel 14 van het ontwerp).

Wanneer de Vaste Wervingssecretaris vaststelt dat de werving van een tijdelijk of bij overeenkomst in dienst genomen personeelslid van rechtswege nietig is omdat ze heeft plaatsgehad met miskenning van het bepaalde in artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, van de regels van de personeelsstatuten waarnaar dat artikel verwijst, of van de voorschriften van de hoofdstukken I en II van dit besluit, ontslaat hij de betrokkene met inachtneming van de voorgeschreven opzeggingstermijn. Van de beslissing van de Vaste Wervingssecretaris wordt aan de betrokkene kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief.

Artikel 16 (artikel 15 van het ontwerp).

Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	: :	G. VAN BUNNEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
		P. TAPIE, H. ROUSSEAU,	conseillers d'Etat, staatsraden,
		R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,
		F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	: :	J. TRUYENS,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.